

Algérie:

Par-dessus et contre la classe ouvrière le FIS et la caste des officiers s'affrontent pour le pouvoir

Pendant plusieurs semaines l'Algérie vient d'être à nouveau le théâtre d'événements tragiques et sanglants. Le 28 juillet, le nouveau premier ministre Ahmed Ghazali, annonçait que depuis l'entrée en vigueur de l'état de siège, le 5 juin, cinquante-cinq personnes — dont cinquante civils — avaient été tuées, 326 blessées et 2976 interpellées. 1100 personnes resteraient incarcérées, dont 809 seraient déférées devant les tribunaux, dont les deux responsables du Front Islamique de Salut (FIS), MM. Abassi Madani et Ali Belhadji. Les affrontements ont certainement fait beaucoup plus de victimes, morts et blessés, et les arrestations se comptent par milliers et par milliers. Le FIS, contestant le bilan officiel, affirmait le 10 août par la voix de son porte parole Benazzouz Zabda, que le bilan officiel des arrestations ne représentait que le dixième des arrestations réellement opérées. C'est le résultat, provisoire, de l'affrontement pour le pouvoir entre les islamistes et la caste des officiers intimement liés à certaines couches de la bureaucratie du FLN en pleine crise.

Pour y voir clair, il faut remonter à octobre 1988. Le numéro 24 de CPS en date du 7/11/1988 titrait un de ses articles :

«*ALGERIE: LA REVOLUTION PROLETARIENNE SOURD*»

«Plus de cinq cents morts, des milliers de blessés, des milliers et des milliers d'arrestations : voilà la réponse du gouvernement Chadli, du FLN et de l'Armée Nationale Populaire aux revendications et aspirations de la jeunesse et du prolétariat algériens. Généralement et délibérément la presse a ignoré que les manifestations des 4 et 5 octobre à Alger et des jours suivants dans toutes les grandes villes d'Algérie ont été précédées par une puissante vague de grèves. Le 4 octobre, le correspondant du "Monde" à Alger signalait :

«Depuis une semaine la grève paralyse la zone industrielle comprise entre Ouiba et Reghaï à une vingtaine de kilomètres à l'est d'Alger. La suppression d'une "prime de jouet" de 100 dinars (un dinar équivaut grosso-modo à un franc) par enfant allouée aux travailleurs de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI, ex-Berliet) est à l'origine d'un conflit social qui s'est rapidement étendu aux autres entreprises...

Dimanche 2 octobre, la grève a éclaté dans la matinée au centre de chèques postaux et au centre de tri postal d'Alger-gare, avant de s'étendre au cours de la journée à l'ensemble des PTT. Les fonctionnaires des postes réclament l'application d'un statut général des travailleurs (SGT), sorte de grille des salaires à l'échelle nationale. Mais Alger et sa banlieue n'ont pas le monopole de la tension sociale. Des conflits sont signalés ici et là en province, qui traduisent un mécontentement général de plus en plus sensible”.

“Le Monde” daté du 6 octobre rapportait :

«”Des rumeurs insistantes de grève générale pour mercredi 5 octobre ont convergé de tout le pays vers la capitale depuis plusieurs jours. Des tracts auraient circulé appelant à cesser le travail. Mais mardi soir aucune confirmation de mot d'ordre précis n'a pu être déterminé”. A tel point, ajoutait-il, que :

“l'Union générale des Travailleurs Algériens (UGTA, syndicat unique), l'une des organisations de masse du FLN, dans son communiqué “réaffirme le bien fondé des aspirations légitimes des travailleurs en matière de pouvoir d'achat et de conditions de vie”. Mais quoi qu'en dise “Le Monde”, l'UGTA est une structure subordonnée au FLN et au gouvernement. Aussi son communiqué poursuivait :

“Tout en mettant en garde contre les dépassements qui nuisent en dernier ressort aux travailleurs, à l'économie nationale et à notre Révolution Socialiste”.

C'est sur le fond d'engagement de grands mouvements de grèves, d'une préparation à la grève générale des travailleurs algériens que, le 5 octobre, écoliers et lycéens en grève ont commencé à manifester à Alger. Des milliers et des milliers de jeunes sans emploi et sans espoir d'en obtenir, venant des quartiers populaires les ont rejoints et ont déferlé sur la ville ainsi qu'un raz de marée. Leur colère n'a pas été aveugle :

“(Ils) ont souvent choisi avec soin leurs objectifs et plus particulièrement ceux qui représentent l'Etat, le parti ou l'opulence. Ils ont brisé toutes les vitres du ministère de commerce, envahi le ministère de la jeunesse et des sports, allant jusqu'à brûler le fauteuil du chef de cabinet en place publique et mis à sac, avant de l'incendier, le ministère de l'éducation et de la formation qui a son siège à Kouba en proche banlieue”.

La jeunesse a attaqué toutes les représentations du pouvoir qu'elle a pu atteindre. Dès le 5 octobre, les Compagnies Nationale de Sécurité protégeaient le siège du FLN. Le 6 octobre dans l'après-midi, le gouvernement Chadli a décrété l'état de siège. Le mouvement de la jeunesse s'est étendu aux autres villes d'Algérie : Oran, Mostaganem, Blida, Annaba, etc...”»

Depuis octobre 1988

Ce n'était pas la révolution, mais ce mouvement avait un caractère révolutionnaire. La jeunesse en a été l'aile marchante, mais alors que le prolétariat était lui-même en lutte et que la grève générale affleurait. Du même coup, le prolétariat donnait à ce mouvement son caractère. La répression sanglante a eu lieu. Le mouvement n'a pas été victorieux. Pourtant rien n'est redevenu comme

avant : l'impasse économique s'est resserrée ; la crise sociale et politique accentuée ; le FLN était ébranlé et vacillant, il se décomposait. Telles sont les origines de ce que la presse a qualifié de "processus de démocratisation" réalisée par en haut. En réalité, il s'est agi de concessions que les masses ont arrachées. La presse a rappelé les principales étapes de ce processus. Suivons-la (voir en particulier "Le Monde" du 6 juin 1991) :

* **10 octobre 1988** : le président Chadli s'adresse au pays en promettant des "réformes politiques" ;

☛ **12 octobre** : l'état de siège est levé et Chadli annonce un référendum sur une modification de la Constitution pour la "démocratisation" de la vie politique ;

☛ **29 octobre** : le n° 2 du FLN et le chef de la sécurité militaire sont limogés ;

☛ **3 novembre** : des amendements constitutionnels relatifs à la séparation des pouvoirs entre le chef de l'Etat et le premier ministre sont approuvés par référendum par 92,27 % des suffrages exprimés. Il n'est pas fait référence aux suffrages exprimés par rapport aux inscrits. A l'évidence les résultats sont de ceux qui sont obtenus par le pouvoir dans les Etats totalitaires. Le premier ministre devient un "fusible" du président de la République, tel est la raison de la prétendue "séparation des pouvoirs" ;

☛ **5 novembre** : Kasdi Merbah est nommé premier ministre ;

☛ **22 décembre** : le président Chadli, candidat désigné par le FLN, est réélu pour un troisième mandat de cinq ans. Il obtient 81,17 % des suffrages exprimés.

☛ **23 février 1989** : la nouvelle Constitution qui attribue l'essentiel des pouvoirs au président de la République est approuvée par 73,43 % des suffrages exprimés. Le FLN n'est plus le parti officiel ;

☛ **4 mars** : l'armée se retire du comité central du FLN ;

☛ **3 avril** : l'Assemblée Nationale décide la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat ;

* **2 juillet** : l'Assemblée Nationale adopte la loi sur les associations à caractère politique qui autorise le multipartisme ;

☛ **10 septembre** : Mouloud Hamrouche est nommé premier ministre en remplacement de Kasdi Merbah ;

* **14 septembre** : le gouvernement légalise le Front Islamique de Salut (FIS) ;

* **28 novembre** : congrès extraordinaire du FLN ;

* **15 décembre** ; Hocine Aït Ahmed, l'un des chefs historique de la révolution algérienne, rentre au pays après vingt-trois ans d'exil ;

☛ **21 décembre** : plus de cent mille femmes (rameutées par le FIS) manifestent à Alger pour dénoncer la "recrudescence des agressions contre l'Islam" ;

☛ **20 avril 1990** : plusieurs dizaines de milliers de personnes défilent à Alger, à l'appel du FIS ;

☛ **12 juin** : le FIS remporte les élections municipales avec 54,25 % des suffrages exprimés contre 28,13 % au FLN au pouvoir ;

☛ **27 juillet** : un ministre de la défense, le général Khaled Nezzar, est nommé pour la première fois depuis 1965 ;

☛ **29 juillet** : le président Chadli annonce que des élections législatives anticipées auront lieu au cours du premier trimestre 1991 ;

☛ **29 septembre** : l'ancien président Ahmed Ben Bella rentre en Algérie après une décennie d'exil en Europe ;

☛ **3 octobre** : Rabah Bitat, le président de l'Assemblée Nationale, démissionne pour protester contre la politique économique du gouvernement ;

☛ **27 décembre** : des dizaines de milliers de sympathisants du Front des Forces Socialistes (FFS), le parti de Aït Ahmed, défilent à Alger pour protester contre l'adoption, par le Parlement, d'une nouvelle loi sur la "généralisation de la langue arabe".

De la grève générale des 12 et 13 mars à la loi électorale

* **12 et 13 mars 1991** : grève générale, suivie à 95 %, à l'appel de l'UGTA ;

* **1er avril** : l'Assemblée populaire nationale adopte, par 232 voix contre 9 et 24 abstentions, la nouvelle loi électorale, qui institue un scrutin majoritaire uninominal à deux tours ;

* **4 avril** : le président Chadli annonce que des élections législatives anticipées auront lieu le 27 juin et le 18 juillet.

Il a fallu huit mois à Chadli pour fixer la date des élections anticipées à l'Assemblée Nationale Populaire. La grève générale des 12 et 13 mars 1991 n'a certainement pas été étrangère à la fixation de cette date. Certes, officiellement, aucun mot d'ordre politique n'était avancé. L'appel à la grève générale était lancé par l'UGTA, fédération officielle. Elle avait limité les revendications à des revendications économiques (pour l'augmentation des salaires, les prix ayant augmenté de 25 % au cours des deux mois précédents, arrêt des licenciements), en évitant tout mot d'ordre politique. De même, elle avait limité la grève à 48 heures. Néanmoins, le fait que cet appel ait été suivi à 95 % montrait l'extrême tension existant dans la classe ouvrière contre le pouvoir. Chadli en fixant la date des élections en tenait compte. Il espérait obtenir ainsi une détente. En même temps, la loi électorale et le découpage des circonscriptions visaient à empêcher toute victoire électorale du FIS et à éviter au FLN une défaite politique irrémédiable. "Le Monde Diplomatique" de juillet 1991 écrit :

«Ficelée avec minutie par les services du ministère de l'intérieur, votée par les députés du parti unique, une loi électorale défavorisant les agglomérations urbaines, acquises au FIS, au profit des campagnes et des vastes superficies peu peuplées a été taillée sur mesure pour assurer la défaite des intégristes».

Tous les partis^[1] d'opposition ont protesté contre la loi électorale et le découpage des circonscriptions. Mais tous se sont disposés pour participer aux élections, y compris les organisations et partis qui avaient prétendu "boycotter" les élections municipales. Le FIS lui-même a désigné ses candidats.

"Le Monde Diplomatique" ajoute :

«Face à ce qui apparaissait comme une "supercherie", une tentative de regroupement et d'alliance (les 7 + 1) a rapproché les autres partis d'opposition —RCD, MDA, PRA, PNSD. Le Front des Forces Socialistes de M. Aït Ahmed demeurait, quant à lui, très prudent au point de susciter une spéculation sur une possible alliance FFS-FLN. Après avoir envisagé une action commune, parlé d'une grève générale, les "7+1" ont fini cependant par se disloquer, victimes de leur atomisation, soucieux aussi de "jouer le jeu" pour que la démocratie s'installe, fut-ce au prix de réelles concessions».

"Le Monde Diplomatique" arrange les choses à sa façon. En réalité, ces partis n'entendaient pas mettre en cause la "légitimité" du régime et de ses lois. Mais pour le FIS l'enjeu était d'importance. Jusqu'alors il avait "joué le jeu" avec Chadli et le FLN, dont il était à la fois le rival et le complice. Déjà, selon les appréciations de la presse, en perte de vitesse, la loi électorale lui barrait la route "légale" du pouvoir. Pouvait-il l'accepter alors que, parti ultra-réactionnaire, il aspire à succéder au FLN en décomposition ?

[1] **Les principaux partis d'Algérie :**

- RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie), dirigé par le docteur Saudi, né d'une scission du FFS dont il constituait l'aile moderniste.
- MDA (Mouvement pour la Démocratie en Algérie), dirigé par Ben Bella, mobilise essentiellement à l'ouest, en Oranie ; entretien des relations ambiguës avec le FIS et lorgne en direction du courant "nationaliste" du FLN.
- PRA (Parti pour le Renouveau Algérien), dirigé par M. Nouradine Boukrouh, islamiste modéré.
- MAJD (Mouvement Algérien pour la Justice et le Développement), dirigé par M. Kasdi Merbah, ancien premier ministre de M. Chadli, démis de ses fonctions en 1989.
- PNSD (Parti National Social Démocrate).

Auxquels il faut ajouter entre autres :

- FIS (Front Islamique du Salut) : le parti de dieu. Considère comme une mission sacrée d'instaurer un Etat islamique.
- PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste), parti stalinien.
- PT (Parti des Travailleurs), dirigé par Louisa Hanoun, membre de IVe Internationale-CIR.

Retour sur les élections municipales du 12 juin 1990

Il faut revenir sur la victoire électorale du FIS aux élections municipales, le 12 juin 1990, et sur ce qu'il est. Aux élections municipales il a obtenu : la majorité dans 45 des 48 wilayas (départements) du pays. Il mettait la main sur les zones urbaines notamment sur Alger : 19 sièges sur 23 à Bab-el-Oued ; 13 sur 15 dans la Casbah ; 12 sur 15 à Kouba. Il était majoritaire à Oran, etc, etc.

Ce n'est qu'à Tizi-Ouzou et dans l'ensemble de la Kabylie qu'il était mis en échec. Tout simplement parce que sa politique d'arabisation va à l'encontre des aspirations des Kabyles à la reconnaissance de leur particularité nationale et de leur langue, le "tamazight". Sous prétexte que les dispositions prises par le gouvernement réduisaient les pouvoirs des municipalités et que celles de la loi électorale n'étaient pas démocratiques, la plupart des partis récemment constitués avaient décidé de "boycotter" les élections municipales sans avoir les moyens de réaliser ce "boycott" (se limiter à appeler à ne pas voter ce n'est pas boycotter. Le boycott consiste à empêcher le déroulement des élections. C'est un mot d'ordre pré-révolutionnaire). Résultat : ils ont laissé la place au FIS et fait son lit. Si limités que soient les pouvoirs des maires, le FIS, en contrôlant la majorité des mairies, ne s'en est pas moins tissé un formidable réseau qui, relié à celui des milliers de mosquées, qu'il contrôle également, enserré l'ensemble de l'Algérie. D'autre part, financé par l'Arabie Saoudite, le FIS a d'immenses moyens. Il a donc acquis une redoutable puissance.

Le programme du FIS

Or, quel est le programme du FIS. Bien avant les élections municipales, le principal dirigeant, Abassi Madani, déclarait :

«Le Front Islamique de Salut n'est pas une association politique mais un cadre dans lequel le peuple algérien trouvera son expression en vue de concrétiser ses légitimes aspirations» et encore : «nous n'acceptons pas que l'élu soit en contradiction avec l'islam, la charia, sa doctrine, ses valeurs» Il proclamait : «l'islam est un tout (...) pas de charte ni de constitution. Seul le Coran».

Le FIS affiche à tout moment son objectif : l'institution d'un Etat islamique.

Le numéro de novembre 1990 de "Tribune Ouvrière", organe du "Parti des Travailleurs" d'Algérie écrit :

«Si Abassi Madani a comparé les travailleurs en grève à l'OAS, le prêche officiel du vendredi 7 septembre, diffusé à partir de la mosquée de Constantine, était un véritable flot de haine à l'encontre des travailleurs qui revendiquent des droits et recourent à la grève. A coups de versets, il a déclaré les luttes des travailleurs "Haram" car, a-t-il affirmé, elles sont au détriment des droits des autres ! Il va de soi que l'Iman n'a pas jugé utile de désigner ces "autres". Il a promis l'enfer aux travailleurs s'ils ne cessent pas leur mouvement de revendications et les a appelés à travailler sans contre-partie, leur expliquant qu'ils doivent tout donner à la société sans rien réclamer d'elle !

Alors que le droit de grève est l'unique moyen dont disposent les travailleurs pour se défendre, toutes les forces réactionnaires s'allient contre : l'APN à coups de loi, aidée par les institutions du parti unique et le FIS».

Du point de vue économique, le programme du FIS se réduit à l'affirmation d'un libéralisme radical, à exiger le renvoi dans leur foyer des femmes qui travaillent pour résoudre la question du chômage. Il fait campagne contre le contrôle des naissances qu'il juge : *"indigne de l'être humain et sa valeur essentielle et reléguant la femme à l'état de bestialité (sic)"*. Dans les communes qu'il gère, son premier acte a été d'inscrire aux frontispices des mairies : *"Commune islamique" - "Par Dieu, pour Dieu"*. Il a fermé des centres culturels, de sports, etc... Il noyauté les écoles, les établissements d'enseignement et les soumet à l'islamisme. *"Depuis sa création, ses militants ont multiplié les actes d'intimidation et de violence contre les femmes vêtues à l'européenne, les bars servant de l'alcool, les salles de spectacles"* ("Le Monde Diplomatique" de mars 1990).

La tentative du fis

Lié à l'Arabie Saoudite et en dépendant, le FIS a dû manœuvrer pendant l'intervention armée impérialiste contre l'Irak et les peuples du Moyen-Orient. Dans leur quasi unanimité, les masses algériennes exigeaient en effet que l'Algérie rompe avec la coalition impérialiste et soutienne effectivement ou ouvertement l'Irak. La direction du FIS et son "syndicat", le SIT (Syndicat Islamique du Travail) ont dénoncé la grève générale des 12 et 13 mars où la classe ouvrière a utilisé le seul cadre dont elle disposait, l'UGTA, pour affirmer ses revendications économiques face au

gouvernement. Ils ont tenté, sans aucun succès d'ailleurs, de saboter la grève. Le FIS était en perte de vitesse. Or, de plus, la loi électorale et de découpage des circonscriptions lui barraient l'accès au pouvoir par la voie électorale. La direction du FIS en difficulté a tenté le tout pour le tout pour instaurer une "République islamique".

Après avoir hésité, les dirigeants du FIS ont appelé cette fois à la grève générale à partir du 23 mai sur les mots d'ordre : *"Abrogation de la loi électorale, un autre découpage électoral, élection anticipée du président"*. Il fallait être politiquement débile pour ne pas voir que ces mots d'ordre n'étaient que de la poudre aux yeux. Malgré les efforts du SIT, la classe ouvrière ne s'y est pas laissée prendre : dans sa masse elle n'a pas débrayé. Dès les premiers jours il était évident que l'appel à "la grève générale" était un fiasco. Les jours suivants allaient le confirmer.

Des divisions se sont manifestées au sommet du FIS. Le mercredi 29 mai, Abassi Madani et Ali Belhadji, président et vice-président du FIS, rencontraient, à leur demande, le premier ministre Mouloud Hamrouche. Aucun accord n'était conclu. Dans la soirée, un appel émanant soi-disant du "Majlis ech-choura", organisme dirigeant du FIS, annulait l'appel à la "grève générale". Mais le jeudi matin 30 mai, Madani et Belhadji déclaraient que la "grève générale" était maintenue.

A défaut de pouvoir réaliser la grève générale, la direction du FIS a compté sur les manifestations et les occupations de places publiques d'Alger et les a impulsées. La grande masse de la jeunesse algérienne est au chômage, socialement déracinée. En l'absence d'un puissant mouvement ouvrier qui lui ouvre une perspective, elle est forcément politiquement instable et manipulable. Le FIS contrôlant les mairies et les mosquées avait les moyens d'utiliser une partie de la jeunesse comme une infanterie servant sa politique et ses manœuvres.

Le mardi matin 4 juin à l'aube, le gouvernement a lancé sa police pour faire évacuer par la force les places publiques que, sous la direction du FIS, des milliers de jeunes occupaient depuis le 26 mai. Dans la journée et la soirée de violents affrontements ont opposé les islamistes et leurs partisans à la police, aux gendarmes, aux compagnies nationales de sécurité : des morts, des blessés par dizaines sinon par centaines parmi les islamistes et les jeunes qui avaient répondu à leur appel.

Contre-attaque de Chadli

Dans la nuit du 4 au 5 juin, déclaration de Chadli :

«Je proclame, en ma qualité de président de la République, garant de la Constitution, l'état de siège sur l'ensemble du territoire national à partir du 5 juin 1991 à 0 heures».

Il annonçait la démission du gouvernement Hamrouche et qu'un nouveau gouvernement allait être constitué. Il terminait :

«A compter de ce jour, le processus électoral en cours est suspendu et les élections législatives sont reportées à une date ultérieure».

L'état de siège était instauré pour quatre mois. Le couvre-feu était décrété à Alger et dans les trois départements limitrophes de 23 heures à 3 heures 30. L'armée était chargée du maintien de l'ordre. Elle investissait Alger et ses environs. Ghozali était chargé de former un nouveau gouvernement.

Le 7 juin Ghozali annonçait que les élections législatives et présidentielles auraient lieu avant la fin de l'année. Il n'en fallut pas plus pour que la presse annonce : *“Les islamistes algériens ont remporté une importante victoire”*. (“Le Monde” des 9-10 juin). La direction du FIS criait au triomphe, mais elle en profitait pour annuler son mot d'ordre de “grève générale” (grève générale qui n'avait jamais été effective).

Ce n'était qu'une manœuvre. Rapidement la répression s'est abattue sur le FIS et ceux qui l'ont suivi. De façon délibérément provocatrice, l'armée a été chargée de décrocher, dans la nuit du 24 au 25 juin, du frontispice des mairies, la devise des islamistes *“Commune islamiste. Par Dieu et pour Dieu”* et d'y réinstaller la devise officielle *“Par le peuple et pour le peuple”*. Très rapidement les hauts-parleurs des mosquées se faisaient entendre et appelaient à s'y opposer. D'autre part, des milliers de jeunes de quartiers populaires ne respectaient pas le couvre-feu. L'armée leur faisait la chasse. Des milliers de jeunes manifestaient par groupes rapides et mobiles et s'affrontaient à l'armée. L'armée tirait. Combien de dizaines de morts et de centaines de blessés ?

Le fis en échec

Tandis que certains membres de la direction du FIS se démarquaient de Madani et Belhadji, par centaines, militants et cadres étaient arrêtés. Le dimanche 30 juin, la gendarmerie investissait le siège du FIS, Madani et Belhadji étaient arrêtés. La répression paralysait le FIS et le mouvement s'épuisait, aussi bien en raison de la répression que faute de perspective politique. Tout en maintenant leurs revendications, en exigeant la levée de l'état de siège, la libération des emprisonnés, à la grande prière du vendredi 5 juillet, les dirigeants du FIS encore libres, ont prêché le calme.

Georges Marion rapporte dans “Le Monde” du 7 juillet :

«La foule des fidèles était au rendez-vous mais il n'y a eu aucun incident. Bien au contraire, les

remplaçants des deux responsables détenus ont prêché la modération à des auditeurs qui, en plein désarroi, semblaient d'ailleurs ne pas vouloir sortir de leur calme.

Les discours ont réclamé la levée de l'état de siège, la fin des poursuites contre les militants islamistes, la libération des détenus avant de mettre en garde le gouvernement contre une répression qui, si elle se poursuivait, risquait de fortifier les tenants du Djihad (la guerre sainte).

Devant les fidèles assemblés, MM. Abassi Madani et Ali Belhadji ont été symboliquement reconduits dans leurs fonctions respectives de président et de vice-président du FIS mais c'était bien le moins que pouvait faire la direction, en pleine négociation avec le gouvernement pour ramener le FIS dans le giron des partis fréquentables. Apparemment, la direction intégriste ne tient pas à verser de l'huile sur le feu, bien au contraire. Pour leur part, les militants semblent confiants dans l'évolution de la situation, puisqu'à partir de dimanche 7 juillet le couvre-feu sera repoussé d'une heure».

Quelques jours après il était supprimé.

Les deux dirigeants du FIS étaient inculpés de "*conspiration armée portant atteinte à la sûreté de l'Etat*". En même temps, le gouvernement convoquait une "conférence nationale" à laquelle étaient conviés tous les partis et qui devait se tenir les 30 et 31 juillet. Le FIS refusait d'y participer. Dès le premier jour, le FFS s'en retirait. A son tour le FLN claquait la porte. Ne participaient plus à cette "conférence" que des organisations et partis dont l'influence est très limitée sinon nulle. La "conférence" dans l'impasse a suspendu ses travaux jusqu'au 22 août. En attendant, au moyen de l'état de siège qui devrait durer jusqu'au 5 octobre, la clique des officiers détient le pouvoir réel. Le FLN en pleine crise se décompose et Chadli en est venu à se démettre du poste de président du FLN.

Les deux visages de la réaction

La fumée des mots d'ordre "démocratiques" n'a pu cacher longtemps l'objectif du combat engagé par le FIS : ravir au FLN en décomposition le pouvoir pour instaurer une république islamique, c'est-à-dire : en finir avec les quelques libertés démocratiques arrachées depuis peu. Le FIS a réussi à rassembler, le dimanche 26 mai, environ 20 000 manifestants, le lundi 27 mai une centaine de mille qui ont défilé dans le centre d'Alger. Les mots d'ordre alors lancés par Ali Belhadji et Madani étaient sans équivoque :

«A bas la démocratie !» - «Un Etat islamique sans vote» - «Ni charte, ni Constitution, parole de Dieu, parole du Prophète».

Aujourd'hui la réaction a deux visages : la réaction qu'incarne le corps des officiers sur lequel s'appuie le pouvoir de ce qui reste du FLN ; la réaction noire islamique que le FIS incarne. Choisir entre les deux c'est choisir entre la peste et le choléra. C'est là la conséquence de ce que, face à la crise économique, sociale et politique, qui ne cesse de s'aggraver, la classe ouvrière n'a pas d'organisation politique propre, qu'aucune perspective politique propre ne lui est ouverte.

Pour le parti ouvrier

Le mouvement spontané du prolétariat a pu surmonter partiellement cette situation en octobre 1988. Par son action, ses combats, la classe ouvrière était au cœur du mouvement dont la jeunesse a été l'aile marchante. C'est le prolétariat qui a donné son caractère à ce mouvement. Toutefois, en l'absence d'organisation politique propre, si la classe ouvrière a fait vaciller et fissurer le pouvoir du FLN, elle n'a pu vaincre. En mai-juin de cette année, la classe ouvrière ne pouvait être présente, sauf à être manipulée et soumise aux objectifs du FIS, c'est-à-dire politiquement brisée et domestiquée. Des deux côtés, le combat s'est mené par dessus elle et au fond contre elle : d'un côté pour la République islamique, de l'autre pour le maintien par le corps des officiers du pouvoir actuel (en attendant qu'il tente de le prendre ouvertement). La partie de la jeunesse qui y a participé a servi de masse de manœuvre aux islamistes.

L'article du n° 24 de CPS déjà cité insistait :

«C'est la révolution prolétarienne qui sourd derrière les grèves et le déferlement de la jeunesse en Algérie, pourtant il ne faut pas le cacher : les masses agissent spontanément ; elles n'ont ni orientation, ni programme, ni stratégie, ni organisation qui les structurent. Il semble que les intégristes n'aient joué aucun rôle dans les grèves et le déferlement de la jeunesse. Tout au plus ont-ils tenté de récupérer le mouvement tout en le freinant. Au drame du mitraillage de la jeunesse se conjugue celui de l'absence d'organisation propre au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse. La leçon sanglante est évidente : il faut au prolétariat, à la paysannerie, à la jeunesse d'Algérie, un parti de classe, un parti ouvrier, armé du programme et de la stratégie de la révolution prolétarienne».

A l'enseigne de "la démocratie"

Or, en Algérie aucune organisation ne pose cette question-clé et bien sûr ne peut y répondre. Toutes les organisations et tous les partis se situent à l'enseigne de la "démocratie" (sauf le FIS). Pour ne parler que des principales et de celles qui nous intéressent : le Front des Forces Socialistes n'a rien de socialiste, il se prononce en principe pour la démocratie bourgeoise, met, au mieux, en avant les

droits des Kabyles, mais collabore étroitement avec différentes couches bourgeoises et est pour la coopération avec l'impérialisme ; le Mouvement pour la Démocratie en Algérie de Ben Bella se réclame évidemment de la démocratie mais est en réalité pro-islamiste ; le Parti de l'Avant-Garde Socialiste c'est le PCA sous une nouvelle étiquette, au nom de la "démocratie" il est un des fidèles soutien du processus de "démocratisation" que Chadli et le FLN ont initié. Il faut citer aussi le Parti des Travailleurs et s'arrêter sur sa politique.

Les 28 et 29 juin 1990, l'"Organisation Socialiste des Travailleurs", petit groupe membre de "IVe Internationale-CIR", se proclamait "Parti des Travailleurs". Cette dénomination est en elle-même équivoque : les "travailleurs" appartiennent à différentes couches sociales. Or, le prolétariat algérien a besoin de devenir d'une classe en soi une classe pour soi et pour cela de constituer son parti : le parti ouvrier. De plus, ce parti ne saurait se construire par auto-proclamation d'un petit groupe. La ligne politique du "PT" se résume en : la "démocratie" et "l'Assemblée constituante" qui devraient résoudre toutes les questions qui se posent à la population laborieuse d'Algérie. A quoi il faut ajouter une sorte de mystique de la "grève générale".

Armé de ce viatique pendant les événements de mai-juin 1991, le "PT" s'est complètement mis à la remorque du FIS. A son IIe congrès, il élaborait un appel qui se terminait ainsi :

«L'heure est grave, il y a urgence !

Le Parti des Travailleurs propose à tous les partis (sic) et organisations qui se réclament des intérêts du peuple à organiser ensemble des comités de préparation de la grève générale victorieuse, pour empêcher les chars, pour en finir avec le régime, pour organiser des élections démocratiques. Le PT s'adresse à tous les partis sans exclusive

- pour empêcher la catastrophe !
- grève générale de tout le peuple algérien !
- Démissions de Chadli-Hamrouche !
- Elections libres avec égalité des chances !

Vendredi 31 mai 91»

Compte tenu des circonstances, c'était s'aligner sur le FIS. Ultérieurement l'argument émotif est venu renforcer cette politique :

«Dans les rues il y avait de plus en plus de monde. Beaucoup, beaucoup de jeunes. Nous ne pouvions bien entendu pas les laisser seuls. Impossible, impensable pour nous». (Interview de Louisa Hanoune, porte-parole du Parti des Travailleurs d'Algérie publié dans "IO" n° 1524 paru le 12 juin).

Le hic dans cette affaire était que ces jeunes servaient d'infanterie, de masse de manœuvre au FIS ,

lequel était engagé dans le combat pour l'établissement de la "République Islamique" : politiquement complètement déboussolé, au nom de "la grève générale" et de la "démocratie", le PT leur a filé le train.

Rien n'est stabilisé

Rien n'est résolu et ne peut être résolu en Algérie : la situation économique ne cesse de s'aggraver :

«Désorganisant le système en place sans pour autant relancer la machine, les réformes entreprises en 1989 n'ont pas encore réussi à améliorer la vie quotidienne de la population (c'est le moins qu'on puisse dire). L'économie algérienne offre 100 000 emplois nouveaux par an pour une demande de 250 000. La soupape de l'émigration est fermée. "On assiste à une "marocanisation" de l'Algérie", constate un commerçant catastrophé : des pauvres de plus en plus nombreux, des enfants abandonnés, on sent la misère s'installer.

Dans une seule pièce peuvent habiter un homme, sa sœur, son frère, sa belle-sœur, son père, sa mère, les enfants... Des familles s'installent dans des caves ou des cages d'escaliers, d'autres se réfugient dans des bâtisses classées "danger absolu". Une douzaine de verres dans un magasin de l'Etat, marqués "Coca-Cola" sont vendus 350 dinars alors que le SMIC plafonne à 2000 (au cours officiel, 3 dinars = 1 franc). Quatre à cinq journées de travail sont nécessaires pour se payer un kilo de viande. "Des prix qui grimpent d'une manière astronomique, incroyable "!

Comment réagir ? Depuis 1985 le cours des hydrocarbures s'effondre, le dinar se déprécie, l'endettement s'accroît (24 à 25 milliards de dollars). L'Algérie n'est en rien maîtresse des cours du pétrole et du gaz pas plus que des volumes écoulés. Effarouchés (?) les investisseurs étrangers hésitent à s'installer.

Sur un total officiel de 854 000 chômeurs, 507 000, soit près des deux-tiers, appartiennent à la tranche des 15-24 ans. Depuis que l'Europe se referme sur elle-même, ils rêvent de partir au Canada, en Australie... En attendant, ils "calent" les murs. Le vendredi, jour de congé en pays musulman, deux endroits attirent la jeunesse : le stade et la mosquée. Entre ces deux pôles : le néant». ("Le Monde Diplomatique" de juillet 1991).

Ce n'est là qu'un aperçu.

Sur ce fond, les événements de mai-juin 1991 n'ont absolument pas stabilisé le pouvoir politique, le FLN. Si importants qu'ils aient été, ils ne furent qu'un épisode de la lutte pour le pouvoir entre le FIS et l'armée. Le FIS en sort provisoirement paralysé mais ce n'est pas durable. En fin de compte,

il pourrait être gagnant.

La population laborieuse n'a pas d'issue, quels que puissent être les flux et les reflux, en dehors de la construction du parti ouvrier qui : fera de la classe ouvrière d'une classe en soi une classe pour soi ; revendiquera le pouvoir et luttera à la tête de la population laborieuse pour le prendre ; constituera l'Etat ouvrier. Certes, étant donné l'étape politique où en est l'Algérie, ce parti devra combattre pour les libertés démocratiques et la solution des tâches démocratiques (y compris celle de la réunion d'une Assemblée Nationale souveraine élue au suffrage universel), mais ces revendications et la réalisation de ces tâches devront être intégrées au programme de la révolution prolétarienne, à la lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan, pour l'Etat et le pouvoir ouvriers. Développer les principaux éléments de ce programme nécessiterait que soit écrit un autre article.

Le 15/8/1991

Contactez nous: maghrebsocialiste@free.fr